

La Suisse et sa sécurité nationale

Autor(en): **Regli, Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **151 (2006)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346584>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse et sa sécurité nationale

Les défis de la politique de sécurité ont peu évolué ces dernières années en Europe et en Suisse. Abstraction faite d'éventuels événements imprévus, susceptibles d'intervenir à tout moment, ils resteront les mêmes pour l'année 2006. Certaines menaces se sont toutefois accentuées.

■ Div Peter Regli¹

Les défis actuels

Le terrorisme islamiste est devenu une menace générale pour notre Occident judéo-chrétien et nos ordres juridiques démocratiques. L'islamisme, ce phénomène totalitaire, méprisant l'être humain et discriminatoire envers les femmes, s'est déjà enraciné dans la plupart des pays d'Europe occidentale, aussi en Suisse. D'autres problèmes persistent, tels la migration clandestine, le blanchiment d'argent, le trafic de voitures, d'hommes, d'armes, de drogues et d'organes, l'extrémisme violent de droite et de gauche, ainsi que la prolifération d'armes de destruction massive nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques. Ce sont principalement les services de renseignement étatiques qui surveillent attentivement et évaluent ces défis.

Il faut aussi s'attendre, en tout temps, à des opérations d'information, menées avec une intensité accrue. Pour leurs grands titres, certains journalistes utilisent des informations en tant qu'armes et acceptent de nuire à des personnes, des autorités, des entreprises et cela peut aller plus

loin... La menace, qui plane sur la technologie de l'information en réseau, principalement ce qu'on appelle les infrastructures critiques d'importance nationale, due à des acteurs étatiques et non-étatiques, n'a en rien perdu de son importance. Elle doit être prise au sérieux et gardée sous étroite surveillance.

L'impact humain et économique d'une pandémie de grippe, qui éclatera tôt ou tard sur notre continent, est aujourd'hui largement connu, mais pas son agent pathogène et le moment exact de son apparition. Le virus H5N1 de la grippe aviaire revêt une importance particulière dans ce domaine, ce qui provoque une surveillance attentive partout dans le monde, en particulier par l'Organisation mondiale de la santé.

Dans l'attente de grands événements dans le monde du football, tels la Coupe du monde en Allemagne en 2006, l'Euro 08 en Suisse et en Autriche, on doit porter une plus grande attention au hooliganisme, ce phénomène de violence, de rage destructrice, aux alentours et à l'intérieur des stades.

D'un point de vue stratégique, le triangle de puissance États-Unis – Chine – Inde est à sur-

veiller attentivement, surtout en ce qui concerne la poursuite, par ces États, de leurs intérêts nationaux dans les domaines des matières premières et de l'énergie. Il est frappant de constater qu'un pays en particulier, la Chine, sous la conduite prévoyante et autoritaire de son chef Hu Jianto et de son bureau politique, poursuit une stratégie claire et à long terme, dépassant ainsi la période législative de quatre ans, typique pour la Suisse.

Nous nous trouvons donc, sans qu'il y ait pourtant de grands changements, dans une situation de sécurité qui est fragile, complexe et troublée. En ce qui concerne le terrorisme islamiste, on peut se permettre de poser la question de savoir si nous ne sommes pas déjà entrés dans une nouvelle guerre mondiale asymétrique, dont nous n'avons pas encore vraiment pris conscience et à laquelle nous ne sommes donc pas suffisamment préparés.

Où se trouve la Suisse?

Les citoyennes et citoyens, qui observent attentivement l'évolution de la situation, savent que nous faisons aussi partie de ce monde incertain et complexe. Ils

¹ Ingénieur diplômé EPFZ et ancien sous-chef d'état-major «Renseignement et Sécurité». Traduction de l'allemand par le sgt Niklaus Meier, étudiant en droit.

ont conscience que, depuis bien longtemps déjà, notre sécurité intérieure et extérieure ne peuvent plus être séparées. Dans une situation asymétrique, ce sont principalement les services de renseignement qui sont sollicités en tant que première ligne de défense, comme la justice ainsi que la police aux niveaux fédéral, cantonal et municipal.

La vaste menace que représente le terrorisme islamiste est reconnue. Le dialogue étroit avec notre propre population musulmane est nécessaire: il a été entamé. La communauté musulmane doit se distancer, clairement et publiquement, des actes irrationnels de violence commis par les fondamentalistes, repérer les fanatiques et les prêcheurs

violents dans leurs propres rangs, afin de les isoler et participer ainsi à la réalisation des principes de notre État de droit. Dans ce domaine, les efforts entrepris dans les communautés de Zurich et de Bâle apparaissent comme de réels espoirs.

Les politiciens chargés du maintien de la sécurité intérieure et extérieure orientent malheureusement leurs programmes en fonction de critères financiers. Ils ont perdu la capacité de penser l'impensable et de s'attendre à l'inattendu, et décident de budgets qui limitent les moyens de la sécurité nationale. La protection des données devient peu à peu une protection des auteurs de crimes. Ainsi, la justice et la police se voient de plus en plus entravées dans leur lutte contre la criminalité.

Au niveau fédéral, l'influence du chef du Département de justice et police a permis certaines améliorations au cours de ces deux dernières années. Les services de renseignement ont été incités à une collaboration plus étroite, le coordinateur des renseignements, superflu, a été congédié «avec les remerciements de la patrie». Un état-major de crise a été mis en place au niveau de la Délégation pour la sécurité du Conseil fédéral. L'adaptation de certaines lois et l'adoption de nouvelles ordonnances ont rendu plus efficace le travail des services. Ceux-ci font un bon travail, on ne saurait le nier. La police judiciaire fédérale (PJF) commence à travailler efficacement. Son travail est de plus en plus apprécié dans les Cantons. A condition qu'elle ne soit plus employée abusivement par le Mi-



Une manifestation en Suisse contre les caricatures de Mohamet.

nistère public pour des opérations douteuses, telles les engagements contre les *Hells Angels* ou contre *al Taqwa*, la PJF pourra de plus en plus entraver les activités de criminels nationaux et étrangers.

Vu l'évolution de la situation, on devrait augmenter les possibilités de la PJF de mener ses opérations d'après le principe de « *intelligence led policing* », c'est-à-dire de façon préventive. On devrait considérer l'intégration du Service d'analyse et de prévention, notre *service secret interne*, dans la police judiciaire fédérale. Finalement, la Délégation de la commission de gestion, qui appartient à la Commission de gestion des deux Conseils, ne devrait pas limiter son rôle au contrôle et à la critique, mais agir aussi de façon anticipée et créative, en apportant son soutien. Une telle aide active indirecte serait favorable aux services de renseignement.

Que reste-il à faire?

Un grand péché du législateur et de l'exécutif fédéraux est d'orienter la sécurité nationale en fonction des finances, ce qui serait impardonnable si un changement de pensée ne pouvait intervenir d'une façon forcée qu'après une catastrophe (*Management by Kopfanschlagen*).

La condition sine qua non pour que la Suisse puisse faire face à de mauvaises surprises dans des conditions acceptables est que, sur la base d'une évaluation approfondie et continue de la situation, les instances responsables de notre sécurité prennent conscience de la nécessité de moyens d'action supplémentaires. La Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas ont appris leur leçon ces dernières années, après des événements tragiques, et ont dû prendre les mesures adéquates.

Il faut prendre au sérieux la critique très répandue dans les rangs de la police que la « protection des données vaut protection des délinquants ». Des correctifs sont indispensables. Personne ne veut un Etat policier. Il est pourtant important de persuader les citoyennes et les citoyens qu'un plus de sécurité pourrait signifier un abandon limité de liberté. La sécurité est un bien public que l'Etat, avec son monopole de puissance, est chargé de protéger. Ce monopole ne doit pas disparaître ou être délégué trop facilement. Un dialogue permanent et ouvert, sur les questions de politique de sécurité, est alors primordial et doit de nouveau être mené. La mission de l'armée dans la sécurité de l'intérieur est aussi à redéfinir.

Un autre thème important dans le domaine de la politique de sécurité est la conduite (*leadership*). Personne ne peut dire si notre pouvoir politique fédéral saurait faire face à une catastrophe complexe. Un entraînement avec des exercices spécifiques devrait être exigé. Le Conseil fédéral devrait être tenu à une instruction permanente. Des exercices stratégiques de 48 à 72 heures augmenteraient aussi la confiance du pays en ses dirigeants politiques: des scénarios probables et possibles seraient exercés sous le contrôle sévère d'experts, à l'écart du public et sans la présence des médias.

Une dernière condition importante pour une situation de sécurité améliorée en Suisse est une population qui s'intéresse au thème de la sécurité. L'attentat terroriste du 7 juillet 2005 à Londres par exemple a été tiré au clair avec succès en un temps record, grâce à la participation active de la population. Dans ce domaine, la prise de conscience doit être augmentée. Un rôle considérable revient aux journalistes consciencieux, la plupart d'entre eux, ainsi qu'à chaque citoyenne et citoyen dans ce pays.

P. R. (13 février 2006)